

# CADRE D'INTERVENTION DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE RELATIF A LA GESTION ET L'ANIMATION DU PASS YEP'S

---

## 1. LE PASS YEP'S : GÉNÉRALITÉS

### 1.1. Observations générales

La Région Centre-Val de Loire a fait de la jeunesse une priorité de ses politiques.

En ce sens, à compter de septembre 2018, l'exécutif régional a souhaité mettre en œuvre un portail dédié à la jeunesse intégrant notamment la gestion mutualisée de ses aides (premier équipement, chèques culture et sport CLARC, mutuelle étudiante, etc).

Les aides sont financées par la Région. Les opérations de gestion du dispositif, d'émission de cartes, d'outils de débit et de gestion des droits et de préparation des remboursements aux partenaires YEP'S sont confiées par la Région à un prestataire, retenu après appel public à la concurrence.

### 1.2. Objectifs poursuivis

Les objectifs poursuivis par le dispositif sont les suivants :

- Rendre un service public efficient et moderne en facilitant l'accès des jeunes à l'information et aux droits. Pour ce faire, le portail Yep's permettra de créer des liens avec des services numériques existants tels Cléor, Etoile et autres sites des partenaires (collectivités, associations...)
- Améliorer la visibilité de la politique régionale auprès des différent·e·s acteurs et actrices impliqué·e·s sur l'ensemble des dispositifs portés vers la jeunesse pour faciliter l'accès aux jeunes.
- Instituer un canal de communication privilégié avec les jeunes de la région et constituer ainsi un espace de démocratie permanente
- Gérer l'information institutionnelle, créer les liens avec les jeunes, proposer un ensemble de ressources disponibles chez les partenaires régionaux.

### 1.3. Éléments structurants

#### 1.3.1. Gratuité de l'inscription et des supports

L'inscription au dispositif jeunesse et le support de droits (carte, application, ...) sont gratuits pour le bénéficiaire.

La Région se réserve le droit de refacturer la réédition d'une carte à son coût réel TTC en cas de carte déclarée perdue ou volée.

#### 1.3.2. Un dispositif connecté

Le dispositif fonctionne en mode connecté. Cela suppose :

- que tous les partenaires devront disposer d'une connexion internet (filaire, 3G ou 4G, WIFI, ...).
- un système central en mesure de « répondre dans les temps » aux sollicitations (interrogation, gestion, transactions, ...).

### 1.3.3. Un dispositif dématérialisé

Le dispositif est dématérialisé et promeut l'utilisation de supports de droits et d'outils de débit modernes, performants et économiques.

### 1.3.4. Une gestion mutualisée

Plusieurs dispositifs régionaux d'aides en direction de la jeunesse sont mutualisés sur le pass YEP'S :

- **Les aides financières :**
  - Avantages culture, qui viennent remplacer le dispositif de chéquier CLARC (sous forme de réduction donnant lieu à remboursement au partenaire conventionné avec la Région dans les domaines du livre, spectacle vivant, cinéma, patrimoine, environnement...)
  - Aide au 1er équipement professionnel (sous forme de virements aux familles)
- **Les aides indirectes :** mutuelle santé et mobilité internationale pour les étudiant.e.s  
Ces aides continueront à être versées directement aux mutuelles et aux établissements universitaires. L'inscription au dispositif par le bénéficiaire sera nécessaire pour constituer son dossier de demande d'aide.

Par ailleurs, le Pass Yep's est prévu pour permettre l'accès à la restauration scolaire, aux établissements (contrôle d'accès aux locaux), comme support de droit pour le transport scolaire et interurbain.

## 2. LES ACTEURS ET ACTRICES DU DISPOSITIF

### 2.1.1. Les bénéficiaires

#### 2.1.1.1. Typologie de bénéficiaires

Les bénéficiaires du dispositif sont les jeunes de 15 à 25 ans scolarisés ou domiciliés en Région Centre-Val de Loire.

Dans certains cas spécifiques, certains bénéficiaires pourront disposer des aides en deçà ou au-delà de la tranche d'âge.

#### 2.1.1.2. Enrôlement des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'enrôlent au moyen d'une application mobile ou d'une page web.

La photo numérique du bénéficiaire est jointe à l'inscription. Dans certains cas, d'autres pièces justificatives peuvent être requises.

Le jeune sera bénéficiaire du dispositif à compter de son inscription selon des conditions d'âge et/ou de statut.

#### 2.1.1.3. Supports de droits

La Région s'adapte aux nouveaux usages des jeunes notamment en prévoyant la mise à disposition d'une application smartphone à leur attention.

Ainsi, dans la plupart des cas, les jeunes ne disposent pas de carte. Ils présentent alors leur smartphone ou bien une contremarque qu'ils auront préalablement imprimée ou téléchargée. Les informations de l'écran du smartphone ou de la contremarque

permettent aux partenaires d'identifier le·la porteur·euse comme bénéficiaire des droits et de procéder à l'utilisation de ceux-ci.

De manière à tenir compte de la fracture numérique, il reste toutefois possible pour un jeune de commander une carte.

Chaque bénéficiaire possède un compteur d'aides, centralisé et mis à jour en temps réel. Ce compteur peut être géré en équivalent euros ou en jetons en fonction de l'aide concernée.

### **2.1.2. Les entités de validation et de revalidation**

Pour acquérir les droits liés à sa filière, l'inscription du bénéficiaire doit être validée ou revalidée par une entité agréée par la Région : une entité de validation.

La validation est réalisée lors de l'entrée dans le dispositif, elle conduit au chargement des droits pour la campagne en cours et, le cas échéant, à la constitution d'un support de droits.

Cette validation se fait sur un « extranet de validation et de revalidation » accessible par internet :

- Pour les bénéficiaires scolarisés dans un lycée, un CFA, un établissement des formations sanitaires et sociales, c'est l'établissement scolaire qui valide l'inscription.
- Pour les autres bénéficiaires ou les bénéficiaires non scolarisés, c'est une autre entité qui valide l'inscription. En fonction de la filière du bénéficiaire, cette entité pourra être :
  - Une structure agréée (ex BIJ, PIJ,...),
  - La Région,
  - Une autre structure agréée par la Région,
  - Un process automatique de validation.

La revalidation est réalisée à chaque nouvelle campagne à partir de la seconde campagne. Elle ne nécessite pas que le bénéficiaire s'inscrive à nouveau.

Afin de faciliter l'opération d'enrôlement et notamment de simplifier la procédure de validation, sous condition d'y être autorisée par le bénéficiaire, la Région peut collecter des informations d'état civil, d'adresses... auprès de partenaires ou d'outils régionaux (ENT, Pégase, etc.). La Région s'assure dans ce cas du respect du règlement RGPD et de la réglementation CNIL.

### **2.1.3. Les partenaires**

Les partenaires signent une convention pluriannuelle avec la Région. Les conventions, rédigées par la Région, sont totalement dématérialisées et sécurisées.

Trois types de partenaires sont gérés par le dispositif :

- Les partenaires financiers qui octroient des biens ou des services aux bénéficiaires, et bénéficient en retour d'un remboursement par la Région,
- Les partenaires bons plans qui octroient des biens ou des services aux bénéficiaires qui profitent alors d'un tarif réduit sur présentation d'une preuve de leur statut (carte, information sur le smartphone,...)

- Les partenaires relais d'information qui renseignent et accompagnent les bénéficiaires dans leurs démarches d'enrôlement notamment. Il n'est dans ce cas pas nécessaire d'établir une convention partenariale.

Remarque : un partenaire financier peut également être partenaire bon plan.

Les partenaires peuvent signer une convention et donc adhérer au dispositif en cours de campagne.

Les critères d'affiliation du dispositif s'appuient essentiellement sur les politiques menées par la Région Centre-Val de Loire.

#### ***2.1.3.1. Les critères d'affiliation des partenaires financiers***

- **Cinéma :**
  - être adhérent à l'Association des cinémas du centre ou avoir fait l'objet d'un classement art-et-essai par le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), durant l'une des 3 dernières années ;
  - ou être une manifestation soutenue par la Région dans le cadre de sa politique culture
  - par ailleurs, le cinémobile géré par l'agence régionale CICLIC est éligible au dispositif YEP'S
- **Patrimoine naturel et culturel :**
  - être adhérent à l'Association des parcs et jardins de la Région Centre-Val de Loire ;
  - ou avoir reçu une aide financière de la Région Centre-Val de Loire au titre de sa politique convention verte ou Manifestations de Mobilisation pour l'Ecologie (MME) ;
  - ou être classé monument historique ou inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (les partenaires patrimoine sont autorisés à encaisser des avantages « livre » au titre de leur rayon librairie, s'ils en disposent d'un).
- **Musées :**
  - être labellisé « Musée de France »
  - ou adhérer à l'Association des personnels scientifiques des musées de la Région Centre-Val de Loire (les partenaires musées sont autorisés à encaisser des avantages « livre » au titre de leur rayon librairie, s'ils en disposent d'un) ;
- **Librairies ou lieux assimilés :** déclarer une activité constituée à plus de 50% de vente de livres et avoir un chiffre d'affaires annuel global à l'échelle de l'entreprise n'excédant pas les 10 millions d'euros (les librairies ou lieux assimilés devront déclarer leur chiffre d'affaires du précédent exercice budgétaire à la collectivité régionale au moment de leur affiliation) ;
- **Manifestations littéraires :** être une manifestation soutenue par la Région dans le cadre de sa politique culture
- **Culture scientifique :** être soutenu par la politique de la culture scientifique, technique et industrielle de la Région Centre-Val de Loire ou accompagné par le Centre de la culture scientifique, technique et industrielle de la région Centre-Val de Loire (Centre Sciences).
- **Autres partenaires culturels :**
  - avoir reçu une aide financière de la Région Centre-Val de Loire pour ses activités d'organisation de manifestations de diffusion culturelle

- (expositions, programmations de saisons culturelles, festivals ...) durant les l'une des 3 dernières années au titre de la politique culturelle régionale
- ou être une structure organisant des manifestations récurrentes de diffusion de spectacle de vivant (festival, saison culturelle) faisant appel à des artistes professionnels et qui présentent un intérêt sur le plan :
    - de l'aménagement culturel du territoire (carence ou complémentarité d'une offre culturelle sur le territoire),
    - l'incitation à la diversité des pratiques culturelles des jeunes.
  - **Partenaires coupons avantages** : le choix et les modalités de remboursement des valeurs se feront au cas par cas par la collectivité.

NB : L'affiliation d'un partenaire pour l'achat de places de spectacles en amont d'une manifestation n'est possible que s'il s'agit de l'organisateur de la manifestation en tant que tel.

#### ***2.1.3.2. Les critères d'affiliation des partenaires « bons plans / événements »***

- **Culture, environnement & loisirs** :
  - Les partenaires répondant aux critères du 2.3.3.1 du présent cadre d'intervention prennent automatiquement la qualité de partenaires bons plans, dits « de confiance », à la signature de la convention d'affiliation. Un partenaire « de confiance » peut proposer des bons plans sur le portail régional, sans modération a priori par les services de la collectivité.
  - D'autres partenaires, ne répondant pas aux critères d'affiliation présentés au point 2.3.3.1 du présent document, peuvent demander l'affiliation au système des bons plans. Si leur demande est validée par les services de la Région, une convention d'affiliation spécifique leur est alors proposée. Ces partenaires prennent la qualité de partenaires « sous contrôle » et font dans un 1<sup>er</sup> temps l'objet d'une modération a priori par les services de la Région.
- **Sport** :
  - Les partenaires engagés dans un championnat national et conventionné à ce titre avec la Région ou organisant des manifestations nationales récurrentes prennent automatiquement la qualité de partenaires bons plans « de confiance ».
  - D'autres partenaires ne répondant pas à ces critères peuvent demander l'affiliation au système des bons plans selon les mêmes modalités que les partenaires « sous contrôle » dans les domaines culture, environnement & loisirs.

### **3. LES AIDES**

#### **3.1. Les aides financières**

L'octroi de ces aides est conditionné par le statut des jeunes (filières). Les aides seront valables de date à date.

### **3.1.1. Les aides financières directes**

#### **3.1.1.1. Généralités**

Elles sont octroyées sous forme de réduction donnant lieu à remboursement au partenaire conventionné avec la Région.

On distingue 6 natures d'avantages, répondant aux domaines suivants :

- livre ou les manifestations littéraires
- spectacle vivant
- cinéma
- patrimoine
- sorties natures ou adhésions
- aides « coupons avantages »

Tous les jeunes âgés de 15 à 25 ans peuvent bénéficier de ces avantages.

Les objectifs du volet culturel de YEP'S sont :

- promouvoir et diversifier les pratiques culturelles et environnementales,
- inviter les jeunes à privilégier les pratiques culturelles en lieux collectifs, propices à l'interaction et aux émotions partagées,
- faire vivre le fait régional en rendant lisible l'institution régionale et son action dans le domaine culturel et environnemental.

Les avantages sont utilisables par les bénéficiaires auprès des partenaires YEP'S ayant signé une convention d'affiliation au dispositif.

Les bénéficiaires remettent les avantages aux partenaires YEP'S en paiement des prestations correspondantes par présentation de leur carte, de leur smartphone, d'une impression papier de leur QR code d'identification ou via identification sur l'extranet du partenaire depuis un poste informatique équipé d'une connexion internet.

À intervalles réguliers, la Région génère le remboursement des partenaires. Ce remboursement est calculé sur la base des transactions enregistrées dans le système central de date à date. Il donne lieu à la production d'un Règlement Magnétique Hopayra (RMH), utilisé pour le remboursement, via le trésorier payeur.

Les partenaires sont remboursés intégralement des sommes qu'ils ont collectées.

Les aides financières directes sont utilisables par leurs bénéficiaires à compter de l'activation de leurs droits par les entités de validation et jusqu'à la veille du démarrage de la saison suivante.

Sauf exception, une saison s'entend du 1<sup>er</sup> septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

À l'exception des modalités particulières prévues pour les droits de type « coupons avantages » (qui prévoient l'entrée gratuite pour le bénéficiaire et éventuellement des accompagnant·e·s), les autres aides financières directes sont strictement nominatives et personnelles.

### **3.1.1.2. Les outils de débit et de gestion des droits**

Certains matériels sont achetés ou loués au prestataire de service par la Région qui en assure la fourniture auprès des partenaires. D'autres sont achetés ou loués au prestataire par les partenaires eux-mêmes.

Les différents outils de débit du partenaire peuvent être :

- L'extranet
- Un smartphone
- Une douchette connectée à un ordinateur (du partenaire)
- Un terminal numérique autonome

Les approvisionnements se font en fonction du besoin du partenaire et des volumes annuels de transactions.

### **3.1.2. L'aide financière virement**

Le Conseil régional du Centre-Val de Loire a décidé la mise en place de l'aide au premier équipement professionnel pour les lycéen·ne·s entrant en 1<sup>ère</sup> année dans les sections d'enseignement professionnel, lors de sa séance plénière du 23 juin 2003 (DAP 03.03.07).

L'objectif de cette politique est d'apporter un soutien financier aux familles pour l'acquisition d'un équipement (outillage, tenue de travail) souvent coûteux dans l'enseignement professionnel, cette mesure étant un moyen de renforcer l'égalité des chances et également de promouvoir l'enseignement professionnel, facteur de développement économique régional.

Fort de cet objectif, le dispositif a ensuite étendu progressivement à un public plus large :

- aux apprenti·e·s et élèves aides-soignant·e·s préparant leur formation en lycées ou Centres de Formation d'Apprentis en 2007 (CPR n°07.06.13 du 13 juillet 2007),
- aux élèves aides-soignant·e·s suivant leur formation en cursus temps plein (CPR n°12.09.22.41) et en cursus temps partiel (CPR n°13.07.11.15) dans un institut paramédical agréé par la région Centre-Val de Loire,
- aux lycéen·ne·s et apprenti·e·s entrant directement en 2<sup>ème</sup> année d'une formation éligible à l'aide au 1<sup>er</sup> équipement suite à une réorientation d'enseignement général, technologique, supérieur ou à une réintégration d'une formation initiale pour des jeunes sortis du système.

Le présent cadre d'intervention s'applique aux lycéen·ne·s, apprenti·e·s, élèves aides-soignant·e·s éligibles à compter de la rentrée scolaire 2018.

#### **3.1.2.1. Bénéficiaires éligibles**

##### **Le public concerné**

Les bénéficiaires de cette mesure sont :

- les lycéen·ne·s inscrit·e·s dans une formation de l'enseignement professionnel ou technologique hôtelière dans un établissement de la région Centre-Val de Loire
- les apprenti·e·s ayant conclu un contrat d'apprentissage et en formation dans un Centre de Formation d'Apprentis de la région Centre-Val de Loire
- les élèves aides-soignant·e·s inscrit·e·s dans un institut paramédical agréé par la Région Centre-Val de Loire

### **Le niveau de formation concerné**

#### L'aide au premier équipement s'adresse aux jeunes :

- en première année de CAP (A), Bac Professionnel 3 ans, seconde technologique hôtellerie,
- rentrant directement en deuxième année de CAP (A), Bac Professionnel 3 ans ou en 1<sup>ère</sup> technologique hôtellerie pour les jeunes ayant suivi l'année scolaire précédente une formation générale, technologique ou supérieure ou réintégrant une formation initiale après être sortis du système scolaire.

Cette aide concerne également les élèves aides-soignant·e·s qui entrent pour la 1<sup>ère</sup> fois en institut paramédical afin de suivre la formation aide-soignant·e en cursus temps plein et en cursus temps partiel.

#### Cette aide ne concerne pas :

- les jeunes rentrant directement en deuxième année d'un CAP (A), Bac Professionnel 3 ans ou en 1<sup>ère</sup> technologique hôtellerie et ayant suivi l'année scolaire précédente une formation relevant de l'enseignement professionnel,
- les jeunes en poursuite de cursus dans la même filière,
- les jeunes redoublants dans la même formation,
- les élèves aides-soignant·e·s redoublant dans la même formation,
- les élèves aides-soignant·e·s ayant déjà perçu l'aide au titre de l'une ou l'autre formation.

### **Les formations éligibles**

Les secteurs de formation suivants sont éligibles :

- Accueil / hôtellerie et restauration,
- agro-alimentaire,
- alimentation et cuisine,
- aménagement paysager, parcs et jardins, espaces verts,
- bâtiment : construction et finition,
- coiffure, esthétique,
- cuirs et peaux,
- électricité, électronique,
- énergie, génie climatique,
- forêts, espaces naturels, faune sauvage, pêche,
- habillement, mode et couture,
- mécanique et moteurs,
- mines et carrières,
- nettoyage et assainissement,
- plasturgie,
- productions végétales et animales,
- santé,
- structures métalliques,
- imprimerie et édition,
- transport et manutention,
- travail du bois.

Cette liste pourra être actualisée annuellement.

### **3.1.2.2. Montant de l'aide**

Pour chaque formation, le montant de l'aide éligible est défini en annexe 3.

Le montant varie de 25 à 200 € selon la formation choisie.

Le barème pourra être actualisé annuellement pour suivre l'évolution de la carte des formations (création, fermeture, d'une formation, changement d'un référentiel de formation...).

### **3.1.2.3. Modalités de versement de l'aide**

L'aide est versée directement aux familles sous forme de virements sur la base des inscriptions dans le portail YEP'S.

Les virements associés au déclenchement de l'aide fonctionnent sur le même principe que les aides financières directes quant à la génération de fichiers RMH.

### **3.1.2.4. Cas particuliers**

#### **Rupture de contrat d'apprentissage**

L'apprenti·e ayant rompu son contrat d'apprentissage peut bénéficier de l'aide régionale au premier équipement dès lors qu'elle ou il débute en 1<sup>ère</sup> année (1<sup>ère</sup> année CAP, seconde BAC PRO) une formation nécessitant un équipement différent et sous réserve de ne pas avoir déjà bénéficié de l'aide au titre de la formation qui a fait l'objet de la rupture de contrat.

## **3.2. Les aides indirectes**

Afin de faciliter certaines opérations, des aides indirectes sont intégrées dans le dispositif.

Pour en bénéficier les jeunes devront s'inscrire dans le dispositif YEP'S.

Les aides indirectes sont les suivantes :

- La mutuelle santé pour les étudiant·e·s sous condition de ressources : réduction de 100 € octroyée par des mutuelles partenaires et compensée par la Région.
- La mobilité internationale pour les étudiant·e·s : participation sous conditions aux frais de séjour générés par la mobilité internationale pour certaines catégories de bénéficiaires

## **4. LES OUTILS D'ANIMATION**

Un portail jeunesse (décliné dans une version web et une application smartphone) a pour objectif de gérer l'information institutionnelle, de créer les liens avec les jeunes, de proposer un ensemble de ressources disponibles chez les partenaires régionaux.

Les contenus sont éditorialisés afin de créer une communauté des 15-25 ans.

Plusieurs espaces cohabitent :

- information chaude/actualité : articles, vidéos, playlist musicale,
- agenda des sorties (indiquant les sorties sur lesquelles un accès privilégié est offert aux "inscrits du dispositif jeunesse - mais aussi d'autres)
- espace réactif, proposant les "bons plans" du moment

- espace de dialogue : participation à des débats en lien avec l'actualité, appels à projets, mini-sondages et consultations - tremplins et concours - vote en ligne possible
- lien avec les réseaux sociaux systématique
- Information froide : descriptif des aides,...
- espace réservé aux opérations d'inscription, d'identification au dispositif jeunesse et à la consommation des avantages dédiés à la jeunesse

Les extranets Bénéficiaires, Partenaires et Entités de validation s'affichent dans des zones prédéfinies du portail jeunesse.

La Région fournit au prestataire les éléments de l'univers graphique et d'ergonomie à respecter.

Différents outils mis en place visent à favoriser l'animation du dispositif et à participer à la démocratie participative.